

Paris, le 27 mars 2017

Aux Secrétaires des Sections Départementales

Soutien au mouvement social en Guyane

Le SNUipp-FSU apporte tout son soutien à la section départementale de Guyane engagée dans la très forte mobilisation sociale dans ce département aujourd'hui en grève générale.

Sur la situation de l'école en Guyane et les revendications du SNUipp-FSU 973 :

http://973.snuipp.fr/IMG/pdf/2016-04-15_appel_congres.pdf

Lire aussi les recommandations du Défenseur des droits dans son rapport du 14 février 2017 : <http://fsu973.fsu.fr/RECOMMANDATIONS-DU-DEFENSEUR-DES-DROITS-POUR-LA-GUYANE.html>

Vous lirez ci-dessous le communiqué de la FSU.

Le Secrétariat général

Les Lilas le 27 mars 2017

Donner un avenir à la Guyane !

La Guyane est aujourd'hui en grève générale.

Personne ne peut plus aujourd'hui ignorer la situation d'urgence sociale dans laquelle se trouve ce département : 44% des familles sous le seuil de pauvreté, 1 jeune sur 2 au chômage, une mortalité infantile supérieure de trois fois à la moyenne nationale, 10 000 jeunes non scolarisés, 70% de jeunes de moins de 25 ans sans diplôme, pillage des ressources aurifères ouvrant les portes à une catastrophe écologique... Le retard avec les autres régions s'accroît ainsi que les inégalités à l'intérieur même du territoire.

La FSU et sa section de Guyane n'ont eu de cesse de dénoncer l'absence de véritables politiques publiques ambitieuses à la hauteur des défis démographiques, géographiques, économiques, écologiques et sociaux.

Les habitants de Guyane doivent avoir accès aux mêmes droits que tous les citoyens du pays : Éducation, Formation, Emploi, Santé, Communications, Culture, Justice...

Leurs revendications doivent être entendues.

Pour cela, la FSU demande la prise en compte de la réalité et l'allocation de moyens et mesures spécifiques pour y faire face notamment pour améliorer l'ensemble des services publics sur tout le territoire.

Elle exige un engagement fort de l'État et le rétablissement du dialogue social.

La FSU, porteuse des valeurs humanistes, solidaires, fraternelles, soutient la mobilisation en Guyane. Le gouvernement doit entendre la colère qui s'exprime et répondre aux exigences d'une politique de justice sociale permettant de donner enfin un réel avenir aux 300 000 citoyens de Guyane.